

## Nous sommes tous Ukrainiens

**CONTRIBUTION EXTERNE** Publié le vendredi 21 février 2014 à 20h09 - Mis à jour le vendredi 21 février 2014 à 20h09

**OPINIONS Kiev s'est embrasée ces derniers jours. A quelques semaines du scrutin européen du 25 mai dont paraissent se désintéresser les citoyens de l'Union, la situation de ce pays nous interpelle sur le projet et l'identité européenne.**

Une vidéo circule de manière virale sur les médias sociaux. Une manifestante ukrainienne y explique brièvement les derniers événements qui secouent Kiev, et exprime sa peur par rapport au déchaînement de la violence. Elle s'adresse, en anglais, à une audience mondiale. On sent dans ce message l'angoisse d'une femme et, derrière elle, des manifestants d'être oubliés, abandonnés par la communauté internationale.

Depuis quelques jours, des images de violence insoutenables déferlent sur nos écrans de télévision, d'ordinateur ou de smartphone. Dans les journaux, de pleines pages relayent les événements. Sur Twitter, les hashtags #euromaidan, #Ukraine ou #Ukraineprotests génèrent une impressionnante quantité d'information et de témoignages. Contrairement à d'autres conflits dans le monde, la crise ukrainienne est largement suivie par les médias occidentaux. Point d'ignorance, donc. C'est arrivé près de chez nous, aux portes de l'Union européenne (UE). C'est même arrivé jusque dans notre salon, ou dans notre poche.

Pourtant, les leaders européens ont semblé surpris par l'embrasement de ces derniers jours. Un premier compromis semblait se dessiner il y a quelques jours, entre le président Ianoukovitch et l'opposition parlementaire. Mais les manifestants n'ont pas apprécié ces négociations desquelles ils étaient exclus. Faut-il s'en étonner ? Et les manifestations ont tourné à la révolte, selon certains. A la guerre civile, selon d'autres. Au bain de sang, selon les chiffres.

Ce jeudi, la diplomatie européenne s'est finalement mise en marche. Les ministres des affaires étrangères allemand, français et polonais se sont rendus à Kiev pour tenter de calmer la situation, et négocier avec gouvernement et opposition. Pendant ce temps, leurs collègues européens étaient réunis à Bruxelles pour élaborer une réponse commune. L'idée de sanctions ciblées a été mise sur la table par les Allemands, et soutenue par nombre de pays, y compris la Belgique. Ces sanctions constituent un geste politique important, un premier pas vers une diplomatie "coercitive", mais ses effets sont souvent limités, voire symboliques.

Au moment d'écrire ces lignes, un compromis semblait se dégager entre les autorités ukrainiennes et les opposants, grâce à la médiation européenne. Ce compromis contiendrait, entend-on, une modification de la constitution, et des élections anticipées. Reste encore à voir si Ianoukovitch tiendra ses promesses. N'a-t-il pas rompu ses engagements à plusieurs reprises par le passé, y compris en novembre dernier lorsqu'il a claqué la porte au nez des négociateurs européens ? Reste aussi à voir si les manifestants se laisseront convaincre de rentrer chez eux avant d'avoir vu des changements concrets et satisfaisants.

La réponse européenne a mis du temps à prendre forme. Il est vrai que l'UE n'a jamais été très à l'aise dans la gestion de crise. Rappelons-nous les réactions tardives et en ordre dispersé lors du "printemps arabe". Il faut ajouter dans le cas présent deux facteurs qui compliquent la situation. D'une part, bien que sensible aux arguments des manifestants, l'UE peut difficilement négocier avec Ianoukovitch tout en exigeant son départ, comme le réclament ceux-ci. Le régime est aux abois. Il semble prêt à tout pour rester au pouvoir, alors que l'Europe n'a pas de pouvoir du tout, semble-t-il. D'autre part, dans cette "bataille pour l'Ukraine", l'UE n'est pas seule. La Russie de Vladimir Poutine ne tient pas à perdre son influence sur ce pays satellite, ni plus à voir des manifestants anti-élite/corruption/népotisme renverser un régime ami. Il ne faudrait pas que cela donne des idées à quelques citoyens russes... Bruxelles et Moscou, dont les projets d'Union européenne et d'Union eurasiatique s'opposent brutalement en Ukraine, ont donc encore pas mal de choses à discuter ensemble, entre "partenaires stratégiques" comme ils se plaisent à s'appeler.

La diplomatie européenne joue sa crédibilité dans ce dossier : que vaut la "puissance" européenne si elle est incapable de maintenir la stabilité dans son propre voisinage ? Que valent les déclarations soutenues si elles ne sont suivies d'aucune action concrète ? La semaine dernière, les 28 ministres européens des Affaires étrangères déclaraient d'une seule voix

qu'ils répondraient "rapidement" à toute "détérioration" de la situation. La réaction européenne était donc fortement attendue, tant par le gouvernement ukrainien que par les manifestants.

Au-delà du test pour la diplomatie européenne, la crise ukrainienne doit nous interpeller et nous questionner sur le projet et l'identité européenne. Aujourd'hui, en Ukraine, des citoyens de tous âges sont prêts à mourir en portant le drapeau de leur pays... et la bannière étoilée de l'UE ! Le symbole même du mouvement de protestation Euromaidan s'inspire du drapeau européen. Ces citoyens qui bravent le froid et les balles ne rêvent pas d'un idéal lointain, mais d'une réalité imminemment possible : celle d'une Ukraine libre, moderne, prospère et démocratique. Celle d'une Ukraine européenne, en somme. Quel contraste avec le peu d'intérêt qu'ont les citoyens de nos 28 états membres pour les élections européennes à venir (25 mai) ! Quel message pour ceux qui se laissent gagner par le pessimisme et l'euroscpticisme croissants au sein de l'Union ! Le paradoxe entre ceux qui veulent entrer dans l'UE et ceux qui voudraient en sortir est frappant. Et devrait en faire réfléchir plus d'un. Repensons à cette manifestante - à tous ces manifestants - sur la place de Kiev, et promettons-nous de ne pas les abandonner, ni de perdre de vue l'idéal pour lequel ils sont prêts à risquer leur vie. Si les Ukrainiens se disent Européens, alors nous devons leur répondre haut et fort : nous sommes tous Ukrainiens.

Thomas Renard

Chercheur à l'Institut Egmont et membre du Groupe du Vendredi.